

20 octobre : présentation de "Nature et forme de l'Etat

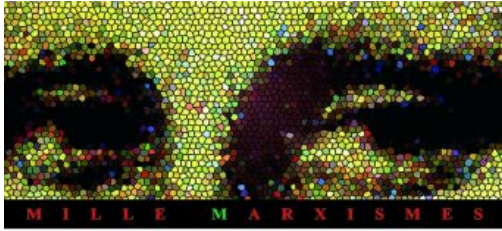
<https://www.contretemps.eu>

capitaliste"

redaction

A. Artous, T. Hai Hac, J. L. Solís González, Pierre Salama, *Nature et forme de l'Etat capitaliste*.

Analyses marxistes contemporaines, Syllepse, 2015, 10€.



Antoine Artous, Tran Hai Hac,
José Luis Solís González, Pierre Salama

**NATURE ET FORME
DE L'ÉTAT CAPITALISTE**
Analyses marxistes contemporaines



Introduction de l'ouvrage

Dans ses plans du *Capital*, Marx avait prévu un chapitre sur l'État qui n'a jamais vu le jour?; pas seulement pour des raisons de temps, mais, manifestement, à cause des difficultés théoriques dans l'analyse générale. Le *Capital* n'est pas un traité sur l'économie, considérée comme une science transhistorique, mais une analyse du mode de production capitaliste et de ses contradictions. Et la méthode de cette analyse est celle de la « critique de l'économie politique », sous-titre, on le sait du *Capital*. Si l'État est présent en creux dans de nombreuses analyses du *Capital*, il n'existe donc pas une théorie de l'État capitaliste, dans son articulation au mode de production capitaliste. Cela n'est pas une mince affaire, on va le voir.

Pour autant, il faut résolument rejeter comme non sérieux tous les discours qui font (ont fait) de Marx un penseur englué dans ce qui serait un « économisme », incapable de penser et d'analyser la politique. Au contraire, mis en relation avec son époque, Marx est un analyste politique remarquable. Sans parler ici, de l'intérêt d'articles conjoncturels, trois aspects sont à souligner (Artous, 1999). Tout d'abord son analyse des régimes politiques?; Le 18 brumaire de Louis Bonaparte est devenu un classique de la « science politique ». Et la légèreté des analyses de la dialectique spécifique des formes politiques est toujours aussi frappante. Comparez-les à la lourdeur pâteuse des sociologies de traditions bourdieusiennes, dans leurs différentes variantes...

Deuxièmement, Marx et Engels -?et pas seulement à cause de leur immense culture historiographique?-, ont esquissé une double typologie des États modernes, plus exactement des différents profils nationaux de ces États. D'une part, ils donnent une place particulière à l'État étatsunien qui n'a aucun passé féodal. D'autre part, ils rendent compte (et souvent avec des analyses qui font mouche) du profil des différents États européens en fonction de deux approches (liées d'ailleurs entre elles)?: la forme de féodalisation spécifique des pays concernés et les formes de sortie du féodalisme dans ces mêmes pays. Cette typologie me semble toujours pertinente.

Enfin, les premiers textes de jeunesse de Marx, en particulier la *Critique du droit politique hégélien* et *La question juive*, sont entièrement centrés sur l'analyse des caractéristiques de l'État moderne. Sous deux angles. Tout d'abord en soulignant les ruptures d'avec les anciennes formes de pouvoir politique. Marx va toujours garder une sensibilité très forte dans la mise en évidence (et l'explication) des différences entre les formes politiques précapitalistes et l'État moderne?; d'autre part, une mise en évidence des transformations radicales des formes d'organisation du social liées à cet État. Une série d'analyses faites alors sont pertinentes, mais n'ont jamais été reprises, réarticulées avec l'analyse des rapports de production capitaliste qui ne viendra que plus tard et s'épanouira dans *Le Capital*.

Naturellement, cela serait trop facile s'il s'agissait juste de, en quelque sorte, réparer cet oubli en adossant les textes de jeunesse au *Capital*. Dans sa contribution « État et capital dans l'exposé du *Capital* », Tran Hai Hac fait apparaître avec rigueur et minutie, comment l'absence d'analyse systématique de l'État renvoie à des difficultés dans l'analyse de deux catégories stratégiques du point de vue de sa critique de l'économie politique?: l'argent et la force de travail. Il propose de redéployer cette critique en intégrant la place constitutive de l'État dans l'analyse du rapport marchand et du rapport salarial.

On peut discuter de ses analyses (pour ce qui me concerne, je les partage), mais elles font bien apparaître qu'il n'est pas possible de traiter des rapports de production capitalistes sans traiter de l'État capitaliste?; et vice versa. Force est de constater que pourtant cela a été longtemps le cas dans la tradition marxiste. Alors que l'État a occupé une place de plus en plus importante en son sein. Du point de vue stratégique (prise de pouvoir) et de l'expérience historique, avec la construction de l'« État soviétique ». Ce qui domine durant toute cette période c'est la référence à l'État comme État de classes en général, avec la plupart du temps une simple répétition (ou des réajustements à la marge) des formules d'Engels dans *L'origine de la famille de la propriété privée* et de l'État.

Zoom sur les années 1960-1980

En fait, c'est dans les années 1960-1980 que, comme sur d'autres sujets, des traditions de discussions et d'analyses ont été réactivées, en conjonction avec la crise du « marxisme stalinien »??u « marxisme-léninisme » selon la terminologie officielle. Pour trois raisons faciles à comprendre?: la crise des États bureaucratiques du « socialisme réel », les besoins d'analyser le « néocapitalisme » et l'État-providence, tout en réactivant une thématique de critique de l'État et de ses institutions, sous l'effet de mobilisations ou de théorisations comme celle de Michel Foucault sur, pour le dire vite, les « micropouvoirs ».

Le tout dans un contexte général de discussion sur l'ensemble de l'œuvre de Marx, la place des divers textes de Marx. Les textes de « jeunesse » et ceux de la période du *Capital*, les rapports entre la thématique de l'aliénation des premiers et du fétichisme du second, le statut du *Capital* comme, non pas comme science de l'économie, mais « critique de l'économie politique ».

Dans ma contribution « Retour sur quelques difficultés et discussions », j'essaie de rendre compte non pas de ces débats généraux, mais de la façon dont ils ont pu se cristalliser sur la question de l'État. Plus précisément, comment ont-ils permis de réactiver (ou simplement de faire émerger...) une tradition marxiste d'analyse de l'État, non pas comme substance de classe transhistorique, mais comme « rapport de souveraineté et de dépendance », selon une formule de Marx, lié à un rapport d'exploitation spécifique. Et cela non pour dissoudre la politique dans l'économie ou dans un discours transhistorique sur l'État de classe, mais, au contraire, pour rendre compte de la place

constitutive de l'État capitaliste dans les rapports de production ainsi que son ossature institutionnelle spécifique.

Il faudrait revenir plus en détail sur cette période et les nombreux auteurs qui ont travaillé sur l'État. Je m'en tiendrai à deux remarques.

La première porte sur Gramsci qui a beaucoup été réactivé à cette époque et aussi un peu tiré dans tous les sens. Il en est somme toute peu question dans ce livre, alors que??ême s'il n'a pas, comme Trotsky, produit une analyse de l'État fasciste -, c'est sans doute le dirigeant communiste de l'entre-deux-guerres qui a eu l'intuition la plus nette du handicap représenté par l'absence d'analyse de l'État et des formes d'hégémonie « à l'Ouest », c'est-à-dire d'analyse des spécificités de l'État capitaliste. Perry Anderson (1978a), qui fait ces remarques, souligne cependant les limites de Gramsci pour le sujet qui nous concerne ici. Car ses développements sur le poids respectif de la « coercition » et du « consentement » concernent tous les États en général, et ne nous éclairent guère sur les spécificités de l'État capitaliste.

On pourrait ajouter que finalement Gramsci ne s'intéresse pas à l'État sous l'angle du Capital, c'est-à-dire sous l'angle de la conceptualisation des rapports de production capitalistes et du rapport salarial, de la théorie de la valeur comme forme sociale, du fétichisme de la marchandise et plus généralement du Capital comme « critique de l'économie politique ». Car c'est là une thématique que l'on retrouve chez tous les auteurs de ce livre. C'est pourquoi il est nécessaire si j'en traite plus en détail dans ma contribution de dire quelques mots sur Louis Althusser, la « nébuleuse althussérienne » dont on connaît le poids alors. D'autant que Nicos Poulantzas, qui à l'époque a le plus travaillé sur l'État, en faisait partie. Au-delà de ces différences et évolutions, cette nébuleuse est surdéterminée (pour reprendre ce concept pertinent d'Althusser) par une double problématique. D'une part, celle de l'économique, de la politique, de l'idéologique,?etc., présentées comme des instances dont il faudrait produire les « concepts » puis, dans un second temps, penser leurs diverses combinaisons (relations) possibles afin de faire apparaître les différents modes historiques de production possibles. D'autre part, la volonté permanente d'évacuer la théorie de la valeur, les rapports marchands et les formes politico-juridiques qu'ils portent pour en faire de simples phénomènes de surface sans épaisseur.

C'est ainsi que dans un premier temps, *Pouvoir politique et classes sociales* (1970), Nikos Poulantzas se propose de faire une théorie générale de l'État (de l'instance politico-étatique), qui est le pendant de l'analyse de Marx dans *Le Capital*, présentée comme théorie générale (science) de l'économie. Dans un second temps, *L'État, le pouvoir et le socialisme* (1978), il explique, avec raison, qu'il n'est pas possible de faire une théorie générale transhistorique de l'État, mais simplement d'un État donné, en l'occurrence de l'État capitaliste, dont il veut alors analyser les formes d'individualisation spécifiques. Sa volonté est louable. Mais il écarte les rapports marchands pour ne prendre en compte que les effets du despotisme d'usine, au moyen des analyses de Michel Foucault sur les disciplines et l'État capitaliste n'apparaît alors que comme un immense État despote.

Etat et « critique de l'économie politique »

À cette époque, Jean-Marie Vincent, pionnier en France de la thématique de la « critique de l'économie politique » et du fétichisme, est un de ceux qui critiquent de façon la plus systématique la mécanique althussérienne des « instances ». Il faut, explique-t-il, prendre comme point de départ la façon dont le procès de valorisation capitaliste se structure au travers de deux niveaux historiquement inédits de la pratique sociale (généralisation des rapports marchands et exploitation de la force de travail) dont il s'agit alors de penser l'articulation.

Entre autres, Jean-Marie Vincent coordonne un livre, *L'État contemporain et le marxisme* (1975), où l'on rencontre des auteurs allemands, peu connus en France, de l'École dite de la « dérivation », qui veulent « dériver » (c'est-à-dire déduire logiquement) l'État des rapports de production capitalistes.

Dans sa contribution, José Luis Solís González revient sur ce courant, d'ailleurs divers, les limites de certaines analyses, mais l'intérêt de sa problématique (voir aussi Holloway et Picotto, 1980). À l'époque, dans son analyse de l'État, Pierre Salama se réclamait de cette école (Salama, 1979?; Mathias et Salama, 1983). Il continue de le faire dans sa contribution?: « L'État et ses particularités dans les pays émergents latino-américains. » Un texte qui a, en plus, l'intérêt d'intégrer une d'analyse des États des pays « périphériques » dans un débat politique et théorique qui a souvent été polarisé par l'analyse État du « centre », en fait, sur les caractéristiques des États issus de l'histoire européenne.

Les quatre auteurs de ce livre n'ont pas forcément des analyses similaires ou, simplement, traitent de l'État sous un angle différent. Mais tous se situent dans la tradition d'analyse dont je viens de parler. Comme je l'ai déjà souligné, elle fait référence au Capital, comme « critique de l'économie politique ». C'est-à-dire non pas comme problématique visant à fonder une théorie scientifique transhistorique de l'économie, mais qui a pour but de produire une analyse du mode de production capitaliste et de ses contradictions.

Il s'agit alors d'analyser les dialectiques historiques particulières des formes sociales portées par ces rapports?; sous l'angle de leur « objectivité » sociale, mais aussi des catégories idéelles qui les structurent. En effet, comme l'écrit Marx, il ne faut pas oublier que dans « toute science historique ou sociale en général [...], le sujet [...] est donné aussi bien dans la réalité que dans le cerveau, que les catégories expriment donc des formes d'existence [...] de cette société déterminée » (Marx, 1969?: 170). On est loin d'un « économisme »...

Au-delà de l'analyse de l'État capitaliste proprement dit, se joue donc une lecture particulière du « marxisme » qui a des conséquences sur toute une série d'autres terrains. Ainsi, je l'ai soulignée dans cette introduction, la conceptualisation du marché et de l'économie et celle de l'État sont indissociables. Comme le font remarquer Pierre Salama et Tran Hai Hac, certaines « faiblesses théoriques du Capital » concernant cette conceptualisation ne sont pas sans rapport avec une tradition marxiste (et son inscription historique) largement dominante qui a raisonné en une simple distinction entre un marché « qualifié d'anarchique, opposé à un plan supposé rationnel. Opposition qui conduit à considérer que le plan??n fait l'État??oit se substituer au marché pour que le prolétariat puisse maîtriser son avenir et se libérer par les machines » (Salama et Tran, 1992?: 3, 5).

Naturellement, ce faisant, il n'existe pas d'espace théorique propre pour penser la bureaucratisation. Au-delà, les caractéristiques propres à l'État capitaliste et les contradictions qu'il porte obligent, me semble-t-il, non de remettre en cause un radicalisme critique antiétatique, mais les apories de l'utopie marxienne du dépérissement de l'État « politique » au profit d'une problématique de démocratisation radicale du pouvoir politique.

Bibliographie

Perry Anderson, *Sur Gramsci*, Maspero, 1978.

Antoine Artous, *Marx, l'Etat et la politique*, Syllepse, Paris, 1999.

John Holloway et Sol Piccioto, « Le débat allemand sur la 'dérivation' », *Critiques de l'économie*

Nikos Poulantzas, *Pouvoir politique et classe sociale*, Maspero, 1968.

Nikos Poulantzas, *L'Etat, le Pouvoir et le socialisme*, PUF, 1978, réédition Les Prairies ordinaires, 2013.

Mathias Gilberto, Pierre Salama, *L'Etat politique surdéveloppé. Des métropoles du tiers monde*, La Découverte, 1983.

Marx, « Introduction à l'économie politique », in *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, 1969.

Pierre Salama, « L'Etat comme abstraction réelle », *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série n° 7-8, 1979, Maspero.

Pierre Salama, Tran Hai Hac, *Introduction à l'économie de Marx*, La Découverte, 1992.

Jean-Marie Vincent (coord.), *L'Etat contemporain et le marxisme*, Maspero, 1975.